

Association Cultuelle EKKLESIA

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice Clos au 31 décembre 2025

A l'assemblée générale ordinaire,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du 23 décembre 2020, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Cultuelle EKKLESIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note suivante de l'annexe : « Tableau de variation des fonds dédiés », présente la nature et le montant des fonds restant à engager sur l'action « Travaux » financée par des dons, qui figurent au passif du bilan.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié les modalités de comptabilisation des fonds dédiés et nous nous sommes assuré que la note « Fonds dédiés » et le tableau correspondant de l'annexe fournit une information appropriée. Nous avons examiné la méthode utilisée en cours d'exercice par l'association pour la reprise des fonds dédiés et sa conformité avec les dispositions du règlement ANC N°2018-06.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Inscrit près la Cour d'Appel
d'Aix-en-Provence

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Inscrit près la Cour d'Appel
d'Aix-en-Provence

appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 27 mars 2026



Alain ISRAEL
Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			Au 31/12/2024
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	7 457	7 419	38	325
Autres immobilisations corporelles	206 955	76 724	130 231	114 247
Immobilisations corporelles en cours				14 346
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	17 000		17 000	17 000
TOTAL I	231 412	84 143	147 269	145 918
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				410
Autres				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	184 356		184 356	122 989
Charges constatées d'avance	588		588	7 928
TOTAL III	184 944		184 944	131 327
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	416 356	84 143	332 213	277 245



Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2025	31/12/2024
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	15 254	15 254
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	141 276	31 473
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	18 114	18 114
Report à nouveau	48 607	109 803
Excédent ou déficit de l'exercice		
Situation nette	223 251	174 644
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	15 637	
Provisions réglementées		
TOTAL I	238 888	174 644
II		
Comptes de liaison		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	87 123	99 110
Fonds dédiés		
TOTAL III	87 123	99 110
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	200	
Emprunts et dettes financières diverses	3 502	878
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 179	2 292
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	321	321
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	6 202	3 491
VI		
Écarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	332 213	277 245



Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 020	580
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	2 580	
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs	1 578	
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public	304 873	350 103
Dons manuels	4 643	1 181
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	10 650	7 250
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	11 987	11 987
Utilisations des fonds dédiés	566	289
Autres produits		
TOTAL I	337 896	371 390
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks	141 391	106 873
Autres achats et charges externes	13 087	20 681
Aides financières	56	18
Impôts, taxes et versements assimilés	111 628	118 835
Salaires et traitements	2 713	2 088
Charges sociales	18 086	14 954
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	3 964	2 952
Autres charges		
TOTAL II	290 925	266 402
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	46 971	104 988
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 636	2 100
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 636	2 100
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 636	2 100
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	48 607	107 088



Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2025	31/12/2024
Produits exceptionnels		9 338
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		9 338
Charges exceptionnelles		6 623
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		6 623
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		2 715
VII		
Participation des salariés aux résultats		
VIII		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	339 532	382 828
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	290 925	273 025
EXCÉDENT OU DÉFICIT	48 607	109 803

Contributions volontaires en nature	9 622	
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	9 622	
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature	9 622	
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	9 622	



Description de l'entité

Identité de l'Association

L'Association dénommée "EKKLESIA" a été créée en 2000, déclarée en février 2001 en préfecture des Alpes-Maritimes sous le numéro RNA W062003991, et publiée au Journal Officiel de la République Française en mars 2001. Elle est régie par les lois du 9 décembre 1905, du 1er juillet 1901 et par les décrets du 16 mars 1906 et du 16 août 1901.

Son siège social se situe au 4 Avenue d'Estienne d'Orves, 06000 NICE.

Son numéro Siret est le 44001326600059.

Objet social

L'association a pour objet d'assurer la célébration publique du culte chrétien et de subvenir aux frais, à l'entretien, et à l'exercice dudit culte.

Nature et périmètre des activités

Conformément au titre IV de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat, l'Association exerce exclusivement des activités cultuelles.

Afin de supporter les activités diaconales et sociales, il a été créé une association relevant uniquement de la loi du 1er juillet 1901.

L'Association ne reconnaît aucune limite territoriale à son fonctionnement.

Elle gère un lieu de culte, sis au 4 Avenue d'Estienne d'Orves, 06000 NICE.

Moyens mis en œuvre

L'entité est locataire des locaux nécessaires à l'exercice du culte.

Elle compte parmi ses effectifs 3 ministres du culte rémunérés et affiliés au régime des cultes, et un employé à temps partiel affilié au régime général.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de l'Eglise, l'ensemble des autres tâches est assuré par des bénévoles.



Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 332 213 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 48 607 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du code de commerce et les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et notamment :

- le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et ses règlements modificatifs ;
- les règlements ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 et ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du point spécifié en infra,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Changement de méthode comptable :

Mise en œuvre du règlement ANC 2022-06.

Subventions publiques :

Perception de deux subventions d'investissements pour un montant global de 17 K€ afin de sécuriser le lieu de culte (dispositif anti intrusion et sas d'entrée). Les travaux ont été réalisés en début d'exercice, pour un montant de 29 K€. Les subventions sont reprises au compte de résultat au même rythme que l'amortissement des investissements ainsi réalisés, soit sur 10 ans à compter de février 2025.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|--|-------------|
| • Installations techniques matériel et outillage | 3 à 5 ans, |
| • Agencements et aménagements | 8 à 30 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement



La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Provision pour risques et charges

Aucune provision pour risques et charges n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Provision pour congés à payer

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, les comptes de l'entité font apparaître une provision pour congés à payer qui ne concerne que les salariés qui relèvent du droit du travail.

Engagements de départ à la retraite

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail, aucune indemnité de départ à la retraite ne leur est due. Par conséquent, les comptes de l'entité ne font apparaître aucune provision ou évaluation en ce sens.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 87123 €.

Conformément aux dispositions de l'article 132-3 de l'ANC 2018-06, l'Association a opté pour une reprise des fonds dédiés au rythme de l'amortissement des immobilisations ainsi financées (travaux réalisés en 2020-2021 dans le local sis au 4 Rue d'Etienne d'Orves - 06000 NICE).

Les 123 084 € de fonds dédiés restant à reprendre ont donc déjà été dépensés en totalité, l'association n'est donc plus engagée envers les tiers financeurs et donateurs, l'engagement pris à leur égard ayant été honoré.

Emprunts

Au cours de l'exercice, l'entité n'a souscrit aucun emprunt.
Aucun emprunt reste à rembourser.

Contributions volontaires en nature

L'Eglise reconnaît toute l'importance de l'engagement bénévole des femmes et des hommes qui se mobilisent dans le cadre de son activité ; cet engagement gratuit relève de la grâce prêchée par l'Eglise et constitue une offrande.

La mise en place des outils de décompte d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement.

En conséquence et conformément à l'article 211-4 du règlement ANC 2018-06, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

Il convient néanmoins de porter à la connaissance du lecteur qu'hormis les postes des ministres du culte et assistant de paroisse qui perçoivent des indemnités de culte enregistrées dans les comptes de l'association, et du salarié, tous les autres services de l'Eglise sont exercés grâce à l'action bénévole de ses membres.

Ainsi, servent actuellement au sein de l'Eglise une cinquantaine de bénévoles, le week-end comme en semaine, en journée comme en soirée sur leur temps libre, dans des domaines aussi variés que : la louange, l'accueil, la sécurité, les finances, l'administration, les media, l'événementiel, les soins pastoraux, l'animation de groupes, le ministère parmi les enfants et adolescents, les femmes, les hommes, les personnes âgées, les visites en hôpital ou en maisons de retraites, la prière, l'enseignement de la Bible etc.

Dons manuels

Les dons reçus entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année sont comptabilisés dans les produits de l'exercice et pris en compte pour l'établissement des reçus fiscaux.

Les dons reçus l'année suivante sont considérés comme des produits du nouvel exercice.

Cotisations

Le montant de la cotisation est fixé par le Conseil d'Administration. La cotisation est appelée lors de l'AGO annuelle sans formalisme supplémentaire. Les cotisations sont donc comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.
En tant qu'association cultuelle reconnue par la préfecture, elle est habilitée à bénéficier des avantages fiscaux qui en résultent, et notamment :

- la capacité de recevoir des legs et donations exonérés de droits de mutation ;
- la capacité de délivrer des reçus fiscaux aux donateurs ;
- la capacité de bénéficier d'immeubles de rapport reçus à titre gratuit ;
- l'exonération de la taxe foncière.



Variation des fonds propres
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	15 254				15 254
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					141 276
Réserves	31 473	109 803			18 114
Report à nouveau	18 114				48 607
Excédent ou déficit de l'exercice	109 803	-109 803	48 607		223 251
Situation nette	174 644		48 607		
Dotations consommables					15 637
Subventions d'investissement			17 215	1 578	
Provisions réglementées					
TOTAL	174 644		65 822	1 578	238 888

Commentaires : néant



Variation des fonds dédiés - Ressources liées à la générosité du public

Ressources liées à la générosité du public	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Dons Travaux 2020-2021	99 110		11 987			87 123	
TOTAL	99 110		11 987			87 123	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
 (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts



Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations : - Techniques, matériel et outillage	7 457		
- Générales, agencements et aménagements divers	159 831		30 923
Matériel : - De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	14 381		2 860
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	14 346		
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	196 015		33 783
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations			
- Titres immobilisés	17 000		2 500
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	17 000		2 500
TOTAL GÉNÉRAL	213 015		36 283

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencets et aménagt. const.			7 457	
Installations : - Techniques, matériel et outillage			190 754	
- Gales, agencets et aménagt. divers				
Matériel : - De transport				
- De bureau et informatique, mobilier		1 040	16 201	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		14 346		
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		15 386	214 412	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations				
- Titres immobilisés		2 500	17 000	
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL		2 500	17 000	
TOTAL GÉNÉRAL		17 886	231 412	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				7 132	287		7 419
Installations techniques, matériel et outillage industriel				51 102	15 992		67 093
Installations générales, agencements et aménagements divers							
Matériel de transport				8 862	1 808	1 040	9 631
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				67 097	18 086	1 040	84 143
TOTAL GÉNÉRAL				67 097	18 086	1 040	84 143

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES				REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							



Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	17 000		17 000
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	588	588	
TOTAL	17 588	588	17 000

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	200	200		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 502	3 502		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	572	572		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	488	488		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 119	1 119		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	321	321		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	6 202	6 202		



Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	2 900	278
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations	621	359
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	3 521	637

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2025	31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL		



Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2025	31/12/2024
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2025	31/12/2024
Charges :	- D'exploitation	588	7 928
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		588	7 928



Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	2 880
Conseils et prestations de services	
TOTAL	2 880

Commentaires : néant



Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
ALLEMAGNE	283
BELGIQUE	35
FINLANDE	50
ITALIE	75
LUXEMBOURG	200
MEXIQUE	35
NORVEGE	40
PAYS BAS	20
ROYAUME UNI	1 030
SUISSE	4 622
UKRAINE	50
USA	2 309
TOTAL	8 749

Commentaires : La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'entité EK21 EKKLESIA établi en application de l'article 434-3 du règlement ANC N°2018-06, est mise à disposition du public au siège situé au 4 AVENUE HONORE D'ESTIENNE D'ORVES 06000 NICE sur demande préalable.

